

Le 30 août 2023

Exclure les étudiants ? Refinçons plutôt l'enseignement !

À l'approche des élections, le Conseil des Rectrices et Recteurs (CRef) demande en urgence aux responsables politiques de refinancer l'enseignement supérieur à la hauteur de ses besoins. La Fédération des Étudiants Francophones rejoint le CRef dans sa demande et tire la sonnette sur les conséquences du manque de moyens dans les universités, mais également sur le sous-financement des hautes écoles et des écoles supérieures des arts.

Comme le souligne le CRef, en 15 ans, les financements reçus n'ont absolument pas suivi la hausse importante du nombre d'étudiants. Entre 2006 et 2021, on a observé une croissance de 63% de la population étudiante universitaire, alors que le financement par étudiant a lui baissé de 24% ! Les représentants du milieu et les experts alertent depuis des années sur le définancement structurel qui détruit l'enseignement supérieur. En 2021 déjà, l'IWEPS démontrait que les étudiants en Fédération Wallonie-Bruxelles étaient parmi les étudiants les moins financés des pays de l'OCDE, et la situation n'a fait qu'empirer depuis, avec des décisions budgétaires marginales et déconnectées des besoins des étudiants et des établissements.

Avec un budget toujours plus réduit, comment les universités peuvent-elles garantir un enseignement de qualité ? Il est indispensable de mener de front les débats sur la gratuité et sur la qualité sous peine de voir l'enseignement supérieur ne plus servir les besoins de la société. Il n'est pas possible d'encadrer correctement les étudiants dans des auditoriums surpeuplés, avec des professeurs et des assistants débordés. Les problèmes de santé mentale s'accumulent, la précarité explose et cela se manifeste dans les cris d'alerte des services sociaux.

Si l'enseignement n'est pas refinancé de manière publique à la hauteur de ses besoins, la sélection et les examens d'entrée viendront barrer l'accès aux études pour tous et produiront un vrai filtre social en cachant le sous-financement. L'élitisation promue par la récente réforme Paysage va à l'encontre des valeurs d'ouverture et d'accessibilité qui sont le socle d'une société juste et équitable.

Pour un enseignement supérieur accessible, public, gratuit et de qualité, la seule solution est de refinancer en profondeur l'ensemble du secteur à la hauteur des enjeux. L'éducation est un droit et doit le rester, les économies ne peuvent se faire via l'exclusion et la dégradation de notre enseignement. Investir dans l'éducation est un choix politique, le sous-financement aussi.



Présidente de la FEF: **Emila Hoxhaj** | T 0492 27 87 52 | emila.hoxhaj@fef.be

Chargé de communication de la FEF: **Renaud Leemans** | T 0492 27 87 59 | renaud.leemans@fef.be